

Internationalisation, performances des entreprises et emploi



Alexandre Gazaniol

Préface de Louis Gallois



Internationalisation, performances des entreprises et emploi

par **Alexandre Gazaniol**



Docteur en économie, diplômé de l'université Paris-Dauphine, Alexandre Gazaniol a mené sa thèse sur l'implantation à l'étranger des entreprises françaises et son impact sur la production, l'emploi et l'innovation en France. Ses recherches ont été conduites dans le cadre d'un contrat CIFRE au sein de Pramex International, cabinet de conseil en développement international du groupe BPCE.

Ses travaux ont abouti à plusieurs publications, dont un complément au rapport de Lionel Fontagné et Farid Toubal pour le Conseil d'Analyse Economique (CAE), « Investissement Direct Etranger et performances des entreprises » (la Documentation Française, 2010). Il a plus récemment co-écrit une note analysant le lien entre internationalisation et ressources humaines, en collaboration avec le Centre d'Analyse Stratégique (CAS).

Résumé

L'opinion publique assimile souvent l'internationalisation des entreprises aux délocalisations, aux fermetures d'usine, à l'intensification de la concurrence étrangère, et plus globalement, à la destruction du tissu industriel français. L'analyse des études les plus récentes fait apparaître une réalité plus contrastée. D'un côté, l'internationalisation des entreprises a un effet positif sur leur chiffre d'affaires, leur innovation et leur emploi en France, et contribue donc au développement de l'activité industrielle en France. D'un autre côté, elle profite surtout aux emplois qualifiés (conception, fonctions supports) et provoque la destruction d'emplois peu qualifiés.

La mondialisation n'est pas la seule responsable de la désindustrialisation

Le poids décroissant de l'industrie dans l'économie française ne tient pas seulement à la mondialisation, mais aussi à plusieurs évolutions naturelles des économies développées. Quand les entreprises industrielles externalisent certains services (nettoyage, restauration, infogérance... des sites industriels), les emplois correspondants basculent statistiquement dans le secteur des services sans aucun changement sur le terrain. Par ailleurs, les gains de productivité de l'industrie font que les besoins de main d'œuvre de ce secteur diminuent. Bien que ces gains de productivité aboutissent également à une baisse des prix des produits manufacturés, et donc à une hausse de leur demande,

cette dernière n'est pas suffisante pour compenser le premier effet de réduction des besoins de main d'œuvre. Enfin, la hausse du revenu des ménages, qui découle des gains de productivité réalisés dans l'ensemble de l'économie, est davantage utilisée pour consommer des services que des biens industriels. Tous ces phénomènes, observables dans toutes les économies développées, ne doivent rien à la mondialisation.

La principale motivation d'implantation à l'étranger est la conquête de nouveaux marchés

L'accès à un marché porteur est le principal déterminant des choix de localisation des firmes multinationales, devant l'optimisation des coûts de production ou du niveau de fiscalité. 87% des dirigeants d'entreprises françaises multinationales indiquent ainsi que la principale motivation de leur implantation étrangère est d'accéder à des marchés en pleine croissance. L'intérêt de fabriquer à l'étranger ce qui sera ensuite réimporté en France n'est un motif très important que pour 10 % d'entre eux.

L'implantation des firmes à l'étranger crée de la valeur en France

Les études empiriques révèlent que les entreprises internationalisées sont plus grandes, plus productives et versent des salaires plus élevés que les autres, indépendamment du pays, du secteur ou de la conjoncture. La question est de savoir si ces bonnes performances sont plutôt la

conséquence ou l'origine de leur décision de s'internationaliser. En réalité, la causalité est double. S'implanter à l'étranger nécessite une taille critique, des produits innovants, un personnel qualifié et une structure financière solide : il s'opère ainsi naturellement une sélection des firmes les plus performantes sur les marchés étrangers. Cependant, les firmes qui investissent à l'étranger pour la première fois consolident encore leur avantage *ex-post* : elles connaissent, durant les trois années qui suivent leurs investissements, une croissance plus rapide de leurs ventes, de leur valeur ajoutée, de leurs effectifs et de leurs exportations que les firmes qui décident de rester sur le territoire national. On observe également un effet positif sur l'innovation.

Tableau : Impact de la première implantation industrielle à l'étranger sur les performances de la maison-mère en France au bout de trois ans

Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Emploi
+8,03%	+9,30%	+6,57%

Champ : Entreprises industrielles de plus de 20 salariés, 1996 - 2007

Source : EAE Industrie, LiFi – calculs de Gazaniol et Peltraut (2010)

Cet impact positif, essentiellement concentré sur les filiales de groupes français, s'explique par un effet revenu : en permettant une meilleure pénétration des marchés extérieurs, l'implantation à l'étranger a un effet d'entraînement sur l'activité de la maison-mère en France (accès à de nouveaux marchés, approvisionnement de la filiale à l'étranger, fonctions supports).

La fragmentation du processus productif à l'échelle mondiale génère des gains de productivité et un accroissement des exportations des entreprises

Pour apprécier l'impact de la fragmentation du processus productif sur la productivité et les exportations, on s'intéresse aux conséquences du commerce de biens intermédiaires. La hausse des importations de biens intermédiaires peut accroître la productivité des entreprises grâce à trois mécanismes : i) l'accroissement de la concurrence entre producteurs fait baisser le prix de ces biens, ii) l'accès à des biens intermédiaires plus variés, mieux adaptés aux processus de fabrication des entreprises, est facilité et iii) la possibilité de délocaliser certains segments de la chaîne de valeur permet d'accroître l'efficacité de l'entreprise.

Par exemple, en France, toutes choses égales par ailleurs, les firmes industrielles qui doublent le nombre de variétés de biens intermédiaires importés accroissent leur productivité de 4 %. Cet effet augmente de 60 % lorsque ces importations proviennent de pays développés : ce constat suggère que les gains d'efficacité découlant de l'importation sont essentiellement liés à des transferts de technologie. Du fait de son effet sur la productivité, la hausse des importations permet alors aux entreprises françaises d'accroître leurs exportations.

Toutefois, la mondialisation touche de plein fouet certains bassins d'emplois, métiers ou secteurs d'activité

Bien que les délocalisations concernent un nombre limité d'emplois industriels détruits (1 sur 300), elles peuvent violemment affecter les travailleurs

les moins qualifiés ainsi que certains bassins d'emplois très spécialisés. Au niveau microéconomique, les effets des délocalisations deviennent ainsi plus visibles et plus significatifs. Sans surprise, les secteurs les plus concernés par les délocalisations vers les pays à bas salaires sont les plus intensifs en main d'œuvre comme l'habillement, les équipements du foyer ou les composants électroniques. Les délocalisations seraient surtout le fait de grands groupes : ceux de plus de 500 salariés, qui représentent la moitié de l'emploi en France, regrouperaient les deux tiers des emplois délocalisés.

Les employés peu qualifiés ont donc davantage à craindre de l'internationalisation de leur entreprise

L'accroissement des délocalisations s'est accompagné d'une recomposition de la demande de main d'œuvre en faveur des travailleurs qualifiés, au sein d'un même secteur d'activité. Les groupes multinationaux réorientent peu à peu les activités de la maison-mère vers les fonctions supports et la R&D. Ainsi, la proportion de cadres et d'ingénieurs au sein des entreprises s'accroît nettement avec leur degré d'insertion sur les marchés extérieurs.

Les études empiriques les plus récentes, qui utilisent des données combinant informations sur les salariés et leur employeur, tendent à montrer que les travailleurs peu qualifiés sont plus durement touchés par les délocalisations, à la fois en termes d'emploi et de rémunération. Ce constat constitue un défi pour les politiques publiques de l'emploi, de la formation et, plus généralement, de la gestion territoriale des emplois et des compétences.

En conclusion

Dissuader les entreprises de recourir à la production étrangère aurait des effets contreproductifs sur leur compétitivité et sur l'emploi industriel. Cependant, les délocalisations contribuent à accroître les inégalités entre travailleurs qualifiés et non qualifiés au sein de chaque secteur d'activité, tant en termes de sécurité de l'emploi que de rémunération. C'est en recherchant un meilleur fonctionnement du marché du travail et des dispositifs de formation que l'on peut espérer atténuer ces effets négatifs.